



REVUE LES TISONS

Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)



Revue indexée par

ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

Revue en ligne : <https://www.revuelestisons.bf>

p-ISSN: 2756-7532

e-ISSN: 2756-7524

Numéro spécial 2, janvier 2024

Revue LES TISSONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la
Société (RISHS) – Numéro spécial 2, janvier 2024
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524

Revue LES TISONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la
Société (RISHS) – Numéro spécial 2, janvier 2024
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524

REVUE LES TISONS

Revue LES TISSONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la
Société (RISHS) – Numéro spécial 2, janvier 2024
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524

Revue LES TISONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la
Société (RISHS) – Numéro spécial 2, janvier 2024
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524



REVUE LES TISONS

Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)



Revue indexée par
ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org
<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

Revue en ligne : <https://www.revuelestisons.bf>

Éditions LES TISONS

Arrond. 5, Sect. 22, Av. Toguiyeni

Revue LES TISSONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la
Société (RISHS) – Numéro spécial 2, janvier 2024
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524

p-ISSN: 2756-7532; e-ISSN: 2756-7524
<http://esjindex.org/search.php?id=6845>
<http://www.revuelestisons.bf>
lestisons@revuelestisons.bf
S/C Université Joseph KI-ZERBO
BV 30053 OUAGA 1200 Logements
10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso
(+226) 66006650/70104853

PRÉSENTATION ET POLITIQUE ÉDITORIALE

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrique des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en

anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine des Sciences de l'Homme et de la Société : **Anthropologie, Communication, Droit, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Lettres modernes, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences de l'environnement, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.**

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

MODE DE SOUMISSION ET DE PAIEMENT

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : lestisons@revuelestisons.bf.

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (00226.66.00.66.50, identifié au nom de OUATTARA Fatié), par Western Union ou par Money Gram.

CONSIDÉRATION ÉTHIQUE

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

NORMES ÉDITORIALES

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38^e session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du

groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas

où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (250 mots maximales, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais. La taille de l'article varie entre 15 et 25 pages maximales.

DIRECTION DE PUBLICATION

Directeur : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Directeur adjoint : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste,
Université Nazi Boni (Burkina Faso)

RESPONSABLE DES FINANCES

Mme Fati IDOGO, Agent des Services administratifs et financiers,
UFR/SH, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

SECRETARIAT DE RÉDACTION

Secrétaire : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe,
Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Membres : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université
Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Beli Alexis NÉBIÉ,
Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina
Faso); Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-
ZERBO (Burkina Faso); Dr Édith DAH, MA, Philosophe,
Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Mathieu Beli
DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso); Dr
Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-
ZERBO (Burkina Faso); Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste,
Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); M. Jean Baptiste
PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO
(Burkina Faso); M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en
Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M.
Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université
Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Saïdou BARRY, Doctorant
en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

COMITÉ DE LECTURE

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas
SANKARA (Burkina Faso); Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA,
Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr M.
Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des
Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Awa OUOBA, MC,

Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Damien DAMIBA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso); Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso); Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gauthier YÉ, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Hamado KABORÉ, CR, Historien, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Hamado Joël OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Isidore YANOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Jérémi ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas

SANKARA (Burkina Faso); Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso); Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Magloire É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso); Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso); Dr R. Ulysse Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Rasmata BAKYONO/NABALOU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso); Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Serge SAMANDOULGOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso); Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-

ZERBO (Burkina Faso); Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

COMITÉ SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso); Pr Augustin PALÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire); Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso); Pr Emmanuel

Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun); Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin); Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique); Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun); Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique); Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada); Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France); Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada); Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique); Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo); Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ludovic KIBORA, DR, Anthropologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Sébastien YOUNGBARÉ, PT,

Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali); Dr Décaird KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire); Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo); Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun); Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire); Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali); Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire); Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France); Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal); Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali); Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire); Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal); Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique); Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France); Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ; Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).

Table des matières

Disparité socio-spatiale dans la pré-collecte des ordures solides ménagères à Agoè-Nyivé au Togo ... DANDONOUGBO Iléri, TEDE Komlan Kounon Étienne, HETCHELI Follygan	13
Société et Ontologie fondamentale : une com-préhension heideggérienne du social ... N'DOUA Kouassi Clément	41
Contribution du pôle de croissance de Bagré à la sécurité alimentaire ... SERE Seydou, KIENTEGA Nabonswindé.....	57
Serge Latouche et le projet de la décroissance : une déconstruction du mythe du développement ... CAMARA Issouf, SORO Torna	83
<i>Au nom de la terre</i> : entre l'écriture de l'insignifiant et la dramatisation de la violence ... SORO N'golo Aboudou, ADJOUMANI Yaoua Bio	101
La conciliation comme alternative au procès : les mécanismes et défis d'un mode alternatif de gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles au Burkina Faso ... MOYENGA Paul-Marie	121
L'interférence du conte dans le théâtre africain : les cas d'Assémien Déhylé, roi du sanwi et <i>Au nom de la terre</i> ... CAMARA Pornon	145
Les activités de loisir des étudiants de Licence de l'Université Norbert ZONGO au Burkina Faso : Place dans la vie, types d'activités, conditions et stratégies de pratiques ... OUEDRAOGO Gouriyamba, ZONGO Ouambi Charles, TIONON Kiswensida Fidèle.....	163
A Comparative Assessment of Capitalism Failing the Masses in Francis Scott Fitzgerald's <i>The Great Gatsby</i> and John Steinbeck's <i>Of Mice and Men</i> ... PLASSI Hayéga, THON ACOHIN Manzama-Esso	191
De l'identitaire à l'économique au Burkina Faso : la poterie, entre contraintes et perspectives ... ZOROMÉ Souleymane.....	211



Serge Latouche et le projet de la décroissance : une déconstruction du mythe du développement

*Serge Latouche and the degrowth project: a
deconstruction of the development myth*

CAMARA Issouf, *Maître-Assistant*
SORO Torna, *Maître-Assistant*
Université Félix Houphouët-Boigny

Article disponible en ligne : <https://www.revuelestisons.bf>

Pour citer cet article

CAMARA Issouf, SORO Torna, 2024, « Serge Latouche et le projet de la décroissance : une déconstruction du mythe du développement », *Revue LES TISONS/RISHS*, Numéro spécial 2, janvier, p. 83-99.

Résumé : Notre étude porte sur le projet de la décroissance qui vise à déconstruire les fondements de la société d'abondance/société de consommation. La réalisation d'un tel projet passe par la décolonisation de notre imaginaire économique, c'est-à-dire la croyance selon laquelle la croissance exponentielle de l'économie permet de résoudre tous les problèmes. Le fait est que la croissance économique, support du développement, est devenue une quête obsessionnelle, tant pour les pays sous-développés que pour ceux qui sont déjà suffisamment développés. Cependant, loin d'être la solution, le développement économique est source de crises (moral, social, écologique). À la vérité, les valeurs portées par la société de croissance sont plutôt des anti-valeurs : compétition sans pitié, accroissement des inégalités, prédation des ressources naturelles. Dès lors, il convient d'interroger cette vision mythique du développement qui en fait la réalisation parfaite de nos désirs et aspirations. N'y a-t-il pas ici matière à repenser notre modèle économique actuel ? En outre, l'alternative d'un développement prétendument « durable » ou soutenable pour la nature, n'est-elle pas une mystification ?

Mots-clés : Croissance, Décroissance, Développement, Écologie, Économie.

Abstract: *Our study focuses on the degrowth project which aims to deconstruct the foundations of the society of abundance/consumer society. The realization of such a project requires the decolonization of our economic imagination, that is to say the belief according to which the exponential growth of the economy makes it possible to solve all problems. The fact is that economic growth, the support of development, has become an obsessive quest, both for underdeveloped countries and for those which are already sufficiently developed. However, far from being the solution, economic development is a source of crises (moral, social, ecological). In truth, the values held by the growth society are rather anti-values: ruthless competition, increasing inequalities, predation of natural resources. Therefore, it is appropriate to question this mythical vision of development which makes it the perfect realization of our desires and aspirations. Is there no reason here to rethink our current economic model? Furthermore, isn't the alternative of supposedly "sustainable" or sustainable development for nature a mystification?*

Keywords: *Growth, Decline, Development, Ecology, Economy.*

Introduction

L'avènement de la mondialisation/globalisation de l'économie a mis en ordre de bataille un certain nombre de mouvements subversifs : Altermondialistes, Tenants d'une économie solidaire, Décroissants. Au milieu de toute cette agitation, des mouvements d'humeur ou de colère sporadiques, l'alternative de la décroissance apparaît plus crédible, puisqu'elle a le mérite de se présenter comme une théorisation rigoureuse de la déconstruction de la société de croissance/société d'abondance.

La décroissance est l'expression d'une résistance et d'une dissidence à l'égard du totalitarisme que constitue la société de consommation mondialisée érigée en norme absolue. Le mouvement des Décroissants, dont les partisans sont reconnus comme des objecteurs de croissance, voulait tirer la sonnette d'alarme sur la nécessité impérieuse de changer notre modèle économique basé sur le principe de la prédation des ressources naturelles et sur le mythe de la croissance pour la croissance, une croissance sans partage (équitable) des richesses.

La décroissance serait donc un slogan politique pour désigner « le projet d'une société autonome et économe » (S. Latouche, 2010, p. 15), projet dont l'ambition est de « décoloniser notre imaginaire », c'est-à-dire la croyance selon laquelle la croissance (économique) serait la solution, alors qu'elle est en fait le problème. À proprement parler, décroissance n'est pas un concept autour duquel serait élaborée une nouvelle théorie économique comme alternative à l'économie de marché, dont les visées expansionnistes ont parfois des relents totalitaires.

Dès lors, s'impose à nous la nécessité de rouvrir le dossier trop tôt refermé de la décroissance, afin d'en saisir le sens réel, sa véritable motivation et les enjeux qui la justifient. Le mot d'ordre de décroissance aurait pour objet d'appeler à l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, c'est-à-dire une croissance dépourvue de signification et de finalité, source de problèmes sociaux et écologiques. Face notamment aux crises d'ordre écologique qui menacent la survie de l'humanité sur la planète-Terre, certains milieux écologistes pointent un doigt accusateur sur l'activité économique et industrielle. Un courant plus

radical (la décroissance) critique la théorie du développement durable dans sa prétention à vouloir réconcilier l'irréconciliable, c'est-à-dire les principes de l'économie marchande et les préoccupations écologiques.

Finalement, le projet implicite de la décroissance est de proposer une (autre) voie de sortie de la crise civilisationnelle engendrée par la société de croissance et son système de prédation. Si la croissance illimitée de l'économie dans un monde limité n'est plus viable et que le concept d'un développement plus ou moins durable est « un compromis aux frontières de la compromission » (F. Burbage, 2013, p. 42), la déconstruction de la société de croissance peut-elle ouvrir à l'humanité des perspectives plus heureuses ? Le projet de construction d'une société de la décroissance conviviale, signant la fin de la compétition économique et donc la fin de la guerre, n'est-elle pas une hérésie ?

Notre objectif est de montrer que la décroissance est tout à fait légitime en tant que projet de déconstruction des fondements de la société de croissance illimitée qui met en péril la survie même de l'humanité. Il ne s'agira donc pas ici de dessiner les contours d'une société de décroissance conviviale, qui en définitive relève du possible. Notre démarche s'articule autour de la subversion du mythe du développement et la critique du développement durable, forme achevée d'une même entreprise de mystification.

1. Décroissance et subversion du concept de développement

Selon S. Latouche (2010, p. 17), « la décroissance est une bannière derrière laquelle se regroupent ceux qui ont procédé à une critique radicale du développement et qui veulent dessiner les contours d'un projet alternatif pour une politique de l'après-développement ». Cette approche définitionnelle situe clairement sur le projet de la décroissance que certains ont vite fait de disqualifier et le qualifiant de projet utopique. Que tous ceux qui ont la manie d'aller un peu trop vite en besogne soient rassurés. Il s'agit sans doute d'une utopie mais c'est une utopie concrète : « La conception de l'utopie concrète de la construction d'une société de décroissance est révolutionnaire » (S. Latouche, 2010, Préface, p. VII).

Dans la préface de son ouvrage *Le pari de la décroissance*, l'auteur joue cartes sur table, précisant le sens et les intentions qui motivent son pari. Finalement, dit-il, la décroissance est un défi en même temps qu'un pari. Un défi aux croyances les mieux installées, parce que ce slogan constitue une insupportable provocation, voire un blasphème pour les adorateurs du progrès et du développement. Un pari, parce que, pour nécessaire qu'elle soit, rien n'est moins sûr que la réalisation du projet d'une société autonome de sobriété. Toutefois le défi mérite d'être relevé et le pari tenté. La voie de la décroissance est celle de la résistance au rouleau compresseur de l'occidentalisation du monde, mais aussi celle de la dissidence à l'égard du totalitarisme rampant de la société de consommation mondialisée (S. Latouche, 2010, *Préface*, p. VII-VIII).

Le projet de la décroissance est une tentative de déconstruction de la société de consommation. Sa réalisation suppose avant tout la subversion du concept de développement : « Remettre radicalement en question le concept de développement c'est faire de la subversion cognitive, et celle-ci est le préalable et la condition de tout vrai changement politique, social et culturel » (S. Latouche, 2004, p. 11). Les théoriciens de la décroissance se proposent, en effet, de déconstruire la vision mythique du développement, vision qui le fait paraître et apparaître comme la réalisation de tous nos espoirs. Il est plus que jamais temps d'ouvrir les yeux, de décoloniser notre imaginaire économique.

1.1. L'imaginaire économique et l'illusion du développement

Bien loin d'être le remède aux problèmes sociaux et écologiques qui déchirent la planète, le développement économique constitue la source du mal. Il doit être analysé et dénoncé comme tel. Même la reproduction durable de notre système prédateur n'est plus possible (S. Latouche, 2010, p. 42).

Le projet explicite de la décroissance est de déconstruire les fondements de la société de croissance, notamment les valeurs telles que le progrès, l'universalisme, la maîtrise de la nature, la rationalité quantifiante. Ces valeurs ne sont-elles pas en réalité des anti-valeurs ? Certes, ces valeurs ont assuré à l'Occident un certain développement (économique) que nous reconnaissons tous. Mais la

contrepartie de la croissance économique et l'accumulation du capital, c'est une régression sur le plan moral, social et écologique : compétition sans pitié, croissance sans limites des inégalités, pillage sans retenue de la nature. D. Voynet (2007, p. 41) appelle à un renversement de ces valeurs. « Ce qui est en cause, dit-il, c'est le système de valeurs qui anime tout cela : la consommation comme moyen ultime de satisfaire les besoins des êtres humains en les gavant, et la compétition de tous contre chacun ». Les sociétés non occidentales, les sociétés animistes, bouddhistes ou hindouistes partagent-elles ces valeurs ? Assurément non, dit S. Latouche (2004, p. 28) : « Ces valeurs sur lesquelles repose le développement [...] ne correspondent pas du tout à des aspirations universelles profondes. Elles sont liées à l'histoire de l'Occident ; elles recueillent peu d'écho dans les autres sociétés ».

Contrairement aux savantes prédictions des économistes dogmatiques, les partisans de la décroissance soutiennent que la croissance économique n'est pas la solution aux problèmes sociaux et aux crises écologiques. En effet, sous l'impulsion de la révolution industrielle et plus tard sous l'influence de l'idéologie de la mondialisation, la croissance économique fut érigée en norme absolue du progrès et du développement. Dès lors, il s'agit de procéder à une décolonisation de notre imaginaire économique, la déconstruction de l'idéologie et de la religion de l'Économie avec ses croyances, ses rites, son rituel, ses dogmes, ses pratiques occultes, ses adeptes zombifiés.

En fait, « la "mondialisation" qui marque le passage d'une économie mondiale avec marché à une économie et une société de marché sans frontières, constitue le triomphe absolu de la religion de la croissance. » (S. Latouche, 2010, p. 38). Elle organise partout et de façon systématique la colonisation de l'imaginaire, favorisant l'expansion et donc la perpétuation d'un système économique basé sur la prédation des ressources naturelles, agricoles, minières, énergétiques. Comme toute religion, celle de l'Économie prétend détenir la clé du salut de l'humanité.

Cette religion s'articule autour du « développementisme », c'est-à-dire « le complexe des croyances eschatologiques en une prospérité matérielle possible pour tous » (S. Latouche, 2004, p. 24). N'est-ce pas cette illusion qui engagea la plupart des pays sous-développés

d'Afrique et d'ailleurs dans la course pour le développement ? Ils comprendront à leurs dépens, que le développement n'est rien d'autre qu'une variable d'ajustement structurel. Car pour se développer, il faut investir, c'est-à-dire emprunter auprès des Bailleurs de Fonds et autres institutions financières. Il faut contracter des prêts avec tout ce qui va avec, taux d'intérêt, dettes et service de la dette. Dans les années 1990, après avoir baigné un tant soit peu dans l'illusion du développement, ces pays font l'amère expérience des réalités de l'économie de marché avec ses plans diaboliques.

Dans cette panoplie de Plans, celui des Ajustements Structurels semble avoir compromis notre aspiration au développement, puisque ce sont des « [...] plans d'austérité imposés par le FMI pour rétablir la solvabilité des pays endettés par des projets de développement illusoires » (S. Latouche, 2004, p. 20). L'illusion développementiste confirme ce que dit S. Latouche (2004, p. 25-26) sur l'impérialisme économique comme continuation de l'impérialisme politique infligé aux anciennes colonies.

Le plus vieux nom de l'occidentalisation du monde était tout simplement la colonisation et le vieil impérialisme. On a toujours à faire à des slogans et des idéologies visant à légitimer l'entreprise hégémonique de l'Occident. Si le développement, en effet, n'a été que la poursuite de la colonisation par d'autres moyens, la *nouvelle* mondialisation, à son tour, n'est que la poursuite du développement avec d'autres moyens.

L'Afrique, nous l'avons dit, est obsédée par le développement et le progrès susceptibles de lui apporter un hypothétique bien-être. En lieux et places, on lui a servi l'enveloppement, c'est-à-dire l'intégration forcée dans des structures de dépendance économique : « [...] Une fois mis en place, l'étranglement se resserre, la dette nourrit la dette. La thérapeutique infernale des institutions financières internationales achève le malade en prétendant le guérir » (S. Latouche, 2007, p. 29). La théorie de la décroissance, qui anticipe la société d'après-développement, lui offre l'occasion de se désenvelopper, de se libérer définitivement de cette dépendance. L'avènement d'une autre Afrique passe par « la construction d'une possible alternative au délire techno économique de l'Occident » (S. Latouche, 2007, p. 18). À l'évidence, le progrès économique ne peut

apporter une quelconque solution à notre crise civilisationnelle, puisqu'il est la source même du mal. Il faut donc changer de paradigme.

Les partisans de la décroissance se considèrent volontiers comme des « athées de la croissance et de l'économie ». La forme d'a-théisme qu'ils revendiquent pourrait s'entendre comme « a-croissance », c'est-à-dire l'abandon ou le rejet du culte irrationnel et quasi idolâtre de la croissance. La critique formulée par les Décroissants serait donc vaine si elle n'intégrait pas comme préalable à son projet de déconstruction, la dénonciation de la religion de la croissance. Ce n'est que sur la base de cet athéisme d'un genre nouveau qu'il est possible de défier les croyances les mieux installées dans l'imaginaire des plus farouches adorateurs du développement.

« En démystifiant ce « développementisme », ce sont aussi l'occidentalisation et la mondialisation qui se retrouvent démystifiées en profondeur. On contribue ainsi à lutter sérieusement contre l'empire et l'emprise de la pensée unique et contre la marchandisation du monde » (S. Latouche, 2004, p. 24). En projetant la critique de la société de croissance et son système de prédation, il s'agit d'infiltrer la société d'abondance, secouer ses fondements, questionner ses principes, dévoiler ses contradictions.

1.2. La société de consommation et son système de prédation

« La société de croissance peut être définie comme une société dominée par une économie de croissance et qui tend à s'y laisser absorber. La croissance pour la croissance devient ainsi l'objectif primordial, sinon le seul, de la vie » (S. Latouche, 2010, p. 38). La déconstruction de la société de croissance passe par la dénonciation de ce qui, dans la définition même de cette société, la fait apparaître comme une absurdité, c'est-à-dire comme une finalité sans fins. Les objecteurs de croissance dénoncent le mythe de la croissance pour la croissance, c'est-à-dire la croissance sans partage des richesses. À quoi sert-il de faire croître indéfiniment l'économie si elle ne contribue pas effectivement au bien-être social ? À cette question, on pourrait nous objecter que sans croissance, il n'y a pas de redistribution de richesses possible. C'est un fait.

Cependant, une croissance exponentielle de l'économie, sans partage, n'est-elle pas une absurdité tant du point de vue éthique que

d'un point de vue économique ? En fin de compte et tout compte fait, « les contradictions sociales qu'engendre la croissance et les limites de la planète font que notre mode de vie est insoutenable tant écologiquement que socialement » (S. Latouche, 2010, p. 40-41). Sur le plan social, on observe une contradiction entre la courbe de la croissance et celle de l'accroissement de la pauvreté. Le croisement de ces deux courbes démontre que le taux de pauvreté n'a jamais été aussi élevé qu'en période d'abondance.

Au plan écologique, la contradiction se situe entre l'impératif économique de rendement et l'impératif écologique de ménagement. Peut-on soutenir une croissance économique illimitée dans un monde limité ? Selon F. Burbage (2013, p. 63), « le principe d'une croissance infinie dans un monde fini correspond à la fois à une impossibilité logique (une contradiction dans les termes) et à une impossibilité physique (une dynamique ne pouvant pas se réaliser dans l'ordre existant du monde) ».

Cela est démontré par la Thermodynamique et la loi d'Entropie, principes selon lesquels les ressources naturelles de la planète ne sont pas inépuisables, que leur exploitation abusive menace l'équilibre de la biosphère et la survie de l'humanité. Malheureusement, « notre société a lié son destin à une organisation fondée sur l'accumulation illimitée. Ce système est condamné à la croissance. Dès que la croissance ralentit ou s'arrête c'est la crise, voire la panique. Cette nécessité fait de la croissance un cercle vicieux » (S. Latouche, 2010, p. 39). Cette idée semble être confortée par D. Meadows (2007, p. 30) qui dit que « la croissance est, par définition, exponentielle. [...] quelles que soient les limites de la croissance, elles seront très rapidement atteintes ».

La critique de la société de croissance illimitée, c'est la dénonciation d'une société assise sur un système économique qui a besoin de produire et de consommer au-delà de toute nécessité raisonnable. Une telle société profite aux plus riches de la planète, c'est-à-dire à l'oligarchie capitaliste qui impose ses valeurs, ses règles, ses critères. Dans l'économie de marché mondialisée dont le système économique dominant est le capitalisme, les indicateurs de la croissance sont toujours les mêmes.

La dénonciation de la croissance implique donc la dénonciation des instruments de mesure de cette croissance, « la démystification de

l'indice fétiche du bien-être moderne, le PNB/PIB (produit national ou intérieur brut) » (S. Latouche, 2010, p.67). À la vérité, les indicateurs classiques du progrès économique ne reflètent pas la réalité du monde vécu. La focalisation sur des critères qui n'influencent pas (directement ou indirectement) la qualité de la vie est tout simplement absurde. Selon l'économiste Indien Amartya Sen, ces indicateurs traditionnels sont devenus obsolètes ; il serait souhaitable de « les remplacer par des indicateurs directs de la qualité de la vie, du bien-être et des libertés dont les vies humaines peuvent jouir » (A. Sen, 2010, p. 278).

En lieu et place du remplacement souhaité, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a consenti un déplacement tactique du problème, en intégrant dans l'évaluation des politiques publiques, de nouveaux critères (des critères secondaires). Ces nouveaux critères, à savoir l'Indice du Développement Humain (IDH), l'Indice de Santé Sociale (ISS), l'Empreinte Écologique, sont désormais brandis comme la preuve que le capitalisme avait changé de visage, qu'il avait pris un nouveau visage, un visage humain.

Au nombre de ces solutions cosmétiques figure en bonne place l'idée de développement durable. Le concept de développement durable serait, selon ses concepteurs, une invention géniale qui vient résoudre l'épineux problème de la crise écologique. Mais « d'où vient cette singulière certitude d'avoir trouvé avec le développement durable-soutenable, après un long temps d'hésitations et de controverses, une norme suffisante de l'agir commun. Serait-il en lui-même et par lui-même une bonne chose ? » (F. Burbage, 2013, p. 23). Le développement durable est-il une solution vraiment durable ?

Pour les Théoriciens de la décroissance, l'idée d'un développement plus ou moins durable est un artifice qui cache à peine la réalité de la société de croissance : « Une telle société n'est pas soutenable parce qu'elle dépasse la capacité de charge de la planète, qu'elle se heurte aux limites de la finitude de la biosphère et que tous les arguments et artifices pour y remédier sont insuffisants ou fallacieux » (S. Latouche, 2010, p. 38). Cette idée est partagée par l'économiste Anglais Tim Jackson dans son ouvrage *Prospérité sans croissance*.

En général, dans nos sociétés modernes, la prospérité est toujours associée à des attentes d'ordre matériel. L'évocation de la

prospérité renvoie à un imaginaire de l'abondance et de la jouissance qu'on ne saurait dissocier de la croissance. Autrement dit, la croissance est la condition de la prospérité. Cependant, le dépassement des limites de la planète ne nous oblige-t-il pas à reconsidérer notre perception de la croissance et du développement ? Dans cette perspective, l'idée d'un *développement durable* est-elle une alternative crédible ?

2. Critique du *développement durable* comme dévoilement d'une imposture

Il faut voir dans la critique du développement durable la genèse de la pensée de la décroissance chez Latouche. Latouche y voit une manière pour la méga-machine de se reproduire sous un couvert éthique sans égard à son caractère destructeur. (B. Schepper-Valiquette, 2014, p. 49)

Le discrédit du concept de développement l'oblige à se réinventer constamment, à inventer de nouvelles versions de lui-même, des versions assorties de qualificatifs positifs. En l'occurrence, le « développement durable » apparaît comme l'une des plus belles inventions permettant au développement de survivre à son agonie, de se prolonger indéfiniment, tout en se donnant bonne conscience. Cette capacité à se réinventer est une qualité spécifique propre au système capitaliste en général. N'a-t-on jamais entendu parler d'un capitalisme à visage humain. Est-ce à dire que dans son essence même le capitalisme n'a rien d'humain ?

« Le chef-d'œuvre dans cet art de la mystification est incontestablement le développement durable. Précisément, pour cette raison, le développement est un concept pervers » (S. Latouche, 2004, p. 31). Pour les mêmes raisons, le développement durable est tout aussi « pervers », dans son concept comme dans ses applications. Nicholas Georgescu-Roegen est formel : « Il ne peut y avoir de doute, le développement durable est l'une des recettes les plus toxiques » (cité par S. Latouche, 2004, p. 51). Dans le même ordre d'idées, S. Latouche (2004, p. 52) écrit à propos de cette recette toxique : « Il s'agit d'un bricolage conceptuel visant à changer les mots à défaut de changer les choses, mais cette fois, on a affaire à

une monstruosité verbale du fait de l'antinomie mystificatrice de l'expression ».

Force est de constater, cependant, que le développement durable fait recette, au regard du succès universel dont il jouit, notamment auprès des O.N.G. En effet, les Organisations Non Gouvernementales le considèrent comme « un développement économiquement efficace, écologiquement soutenable, socialement équitable, démocratiquement fondé, géopolitique-ment acceptable, culturellement diversifié » (S. Latouche, 2004, p. 52).

Tout se passe comme si l'adjectif « durable » était l'onction qu'il fallait au développement pour le sanctifier et le faire briller de mille feux. Même les plus sceptiques, les plus difficiles à contenter dans cette matière, conçoivent le « développement durable » comme un bon compromis, dès lors que la protection de l'environnement est assurée. La question est de savoir si un tel compromis n'est pas en réalité une compromission.

2.1. Développement durable : compromis ou compromission ?

Longtemps considéré comme une alternative crédible à la crise écologique, le concept de « développement durable » apparaît aujourd'hui comme une véritable imposture. L'éthique implicite contenue dans sa formulation paradoxale ne prend pas la forme d'un impératif ; elle s'énonce comme un « compromis », c'est-à-dire une tentative visant à réconcilier la nécessité du développement économique avec les exigences écologiques. Il s'agit d'imposer dans l'activité humaine un niveau de production et de consommation qui n'excède pas la capacité de régénération de la nature. Un tel compromis serait, selon ses défenseurs, une application réussie du principe de responsabilité cher au philosophe Allemand Hans Jonas : « Agis de telle sorte que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur la terre » (H. Jonas, 1990, p. 40).

L'interprétation maladroite de l'éthique jonassienne qui la fait apparaître comme le lieu d'une « conciliation » est tout simplement regrettable. L'éthique de Jonas n'est-elle pas fondée sur un impératif catégorique qui frappe d'interdiction tout ce qui est incompatible avec la permanence d'une vie authentique ? Considérons une autre version de l'impératif jonassien dont la formulation a le mérite d'être

plus explicite : « Agis de façon que les effets de ton action ne soient pas destructeurs pour la possibilité future d'une telle vie » (H. Jonas, 1990, p. 40). Dans cette formulation, il apparaît clairement que l'impératif éthique de Jonas ne saurait s'accommoder avec « un compromis aux frontières de la compromission » (F. Burbage, 2013, p. 42).

Les différents constats sur l'effectivité d'une application rigoureuse du développement durable révèlent soit une inconséquence logique soit une inconsistance éthique. F. Burbage (2013, p. 61) souligne à ce propos que « les échecs rencontrés depuis l'institutionnalisation du développement durable ne sont pas liés à la défaillance ponctuelle de telle ou telle politique, mais à l'incohérence logique et à l'inconsistance réelle du projet, vicié dans sa définition même ».

Dans la *Charte du développement durable* contenue dans le *Rapport Brundtland*, « le développement durable ou soutenable a été défini comme un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (F. Burbage, 2013, p. 9). Il s'agit donc d'envisager un certain type de développement qui assure les besoins de la génération présente sans oublier les futures générations. Or, ce qui caractérise notre génération actuelle c'est la démesure dans l'exploitation des ressources naturelles. Comment peut-on croire que notre société de consommation, caractérisée par son manque de modération dans la jouissance des ressources, pourrait faire preuve d'empathie. En fait, ce que la *Charte* a omis de mentionner c'est qu'un tel projet n'est possible que dans le cadre d'une société de la décroissance sereine et conviviale, une société solidaire, autonome, économe, vivant dans la frugalité et la sobriété.

2.2. Charte du développement durable ou « green deal »

Sans avoir clairement défini le type de société dans laquelle pourrait s'inscrire de façon harmonieuse l'idée d'un développement durable, c'est-à-dire sans avoir levé l'équivoque sur la nature de la société que nous voulons construire pour demain, la *Charte* indique que « l'enjeu principal consiste à transformer de l'intérieur les modes de production et de consommation actuels, pour réconcilier à terme les activités humaines avec l'ensemble des milieux dits naturels et

avec les composantes non humaines de l'existence terrestre » (F. Burbage, 2013, p.10-11).

Que signifie réellement la transformation de notre modèle économique ? À quoi faisaient-ils allusion ? Certainement pas à notre système économique actuel basé sur la prédation des ressources naturelles et énergétiques. Dans ses principes comme dans son application effective, la Charte du développement durable est problématique, notamment l'impossibilité de sa réalisation dans le cadre d'une société de la croissance, de la concurrence et de la compétition économique. Les Théoriciens de la décroissance dénoncent dans le développement durable la forme continuée de l'idéologie de la société de croissance. L'injonction au développement durable pourrait participer de la même logique (de domination et d'exploitation) dissimulée derrière des principes éthiques.

Le développement durable s'intègre aux idéologies exprimant et enveloppant des positions et des intérêts de classe : [...] désormais rassemblés autour de l'idée qu'un nouveau compromis est possible et souhaitable, un *green deal* venant réconcilier les modes de production et de consommation et la préservation des environnements vitaux (F. Burbage, 2013, p. 40).

Il faut être naïf pour croire que les théoriciens du développement durable avaient pour intention de sacrifier le développement au profit de la protection et la préservation de l'environnement. Le développement durable qui promet durablement le développement (peut-être pour l'éternité) est une invention à la fois ingénieuse et dangereuse. Le développement prétendument durable ou soutenable est, en effet, un piège qui se referme sur tous ceux qui ont le malheur de croire à une sortie progressive du développement et de la croissance économique. Où réside le piège ? Comment faire pour ne pas tomber dans ce piège ? Le piège ne consiste-t-il pas à faire croire à la possibilité d'une séparation entre développement et croissance ?

Pour se sortir de ce gros piège, pour ne pas retomber dans les mêmes travers, il faut se méfier des discours et des déclarations de bonne intention. L'enfer aussi est pavé de bonnes intentions ! Nicholas Georgescu-Roegen est formel : « Le développement durable ne peut en aucun cas être séparé de la croissance

économique. [...] En vérité, qui n'a jamais (sic) pu penser que le développement n'implique pas nécessairement quelque croissance ? » (Cité par S. Latouche, 2004, p. 63-64).

Les objecteurs de croissance dénoncent « l'imposture du développement durable comme tentative pour conjurer le spectre de la décroissance [car] on y retrouve sous les habits neufs du développement, la croissance dans toute sa nudité » (S. Latouche, 2010, p. 113), pour ne pas dire dans toute sa monstruosité. Dans un tel registre, la protection de l'environnement n'est qu'une préoccupation secondaire. D'où la nécessité d'attirer l'attention sur le cynisme de certaines politiques habilement repeintes aux couleurs du développement durable. Quoiqu'il en soit, le développement durable n'est pas une solution durable : « La forme aujourd'hui dominante du "développement durable" n'est pas autre chose en réalité que la version séduisante d'une stratégie de conquête politique et marchande » (F. Burbage, 2013, p. 39). En attendant le jour où le charme ne pourra plus opérer sa magie, il faut trouver un nouveau paradigme, en l'occurrence une décroissance soutenable susceptible de faciliter notre basculement dans la société de l'après développement.

Conclusion

La finalité de notre réflexion est de trouver une alternative crédible au développement sur lequel pèse un énorme discrédit, notamment par son accouplement avec la croissance galopante de l'économie. « Il existe en théorie deux types de mesures à prendre pour contenir la croissance galopante : la première consiste à arrêter la croissance, l'autre à changer notre manière de croître afin d'enrayer l'accumulation des dégâts causés à l'environnement » (M. Tolba, 2007, p. 44). Si la première mesure, celle de la décroissance, semble radicale, la seconde est plus conciliante : poursuivre le développement en maintenant la croissance à un niveau soutenable pour la nature. Qu'à cela ne tienne ! Les théoriciens de la décroissance tiennent fermement pour acquise la conviction selon laquelle le développement ne pourra pas prolonger indéfiniment son agonie. L'alternative qui consiste à revêtir des « habits neufs », notamment celle du développement durable, n'est qu'une solution

cosmétique. Dès lors, il faudrait envisager sérieusement l'éventualité d'une société de l'après-développement et s'y préparer.

L'objectif de la réflexion n'était pas de dessiner les contours de cette société. Il s'agissait d'exposer les contradictions propres à la société de croissance et les crises qu'elle génère. Car si nous ne changeons pas de paradigme, si nous persistons dans la quête obsessionnelle d'une croissance économique sans limites, la nature elle-même ne pourrait plus nous sup-porter. La loi d'entropie et le principe de la thermodynamique démontrent que les ressources de la nature ne sont pas inépuisables. La véritable solution consisterait à adopter un mode de vie plus « frugale ».

Préserver le capital naturel, consommer moins (pour les riches en tout cas), produire de manière beaucoup plus économe, s'arracher à la dépendance des flux financiers et des spéculations de court terme, instituer au plan mondial une distribution équitable des ressources, [...] ajuster enfin le train déréglé d'un supposé « progrès » aux exigences d'une authentique humanisation et d'une moindre cruauté, investir d'autres valeurs que celle de l'enrichissement immédiat (F. Burbage, 2013, p. 25).

Partageant la [même] vision d'une limitation des besoins matériels, T. Jackson (2010, p. 47) confirme que la croissance économique sans limites n'est ni possible ni souhaitable. Selon lui, « la prospérité aujourd'hui ne signifie rien si elle sape les conditions dont dépend la prospérité de demain ».

La conception actuelle de la prospérité fondée sur l'abondance matérielle doit faire place à une prospérité plus frugale, une prospérité sans croissance. La démarche des Théoriciens de la décroissance mérite d'être encouragée, parce que, « la remise en question de la croissance est vue comme le fait de fous, d'idéalistes ou de révolutionnaires. Mais cette remise en question est indispensable » (T. Jackson, 2010, p. 31).

Les inspireurs du projet d'une société autonome et économe, fondée sur le principe de l'autolimitation des besoins, croyaient fermement à la réalisation de l'utopie d'une société de la décroissance conviviale. Selon eux, la décroissance est un impératif de survie. Les adversaires du mouvement de la décroissance, tout en leur concédant la pertinence de leur critique de la société de croissance,

soulignent le caractère utopique du projet même de décroissance. La réalisation d'une société qui prône la décroissance économique serait une hérésie, pour ne pas dire une belle utopie.

Bibliographie

BINDÉ Jérôme (dir.), 2007, *Signons la paix avec la Terre. Quel avenir pour la planète et pour l'espèce humaine ?* Paris, Édition UNESCO.

BURBAGE Frank, 2013, *Philosophie du développement durable. Enjeux critiques*, Paris, P.U.F.

JACKSON Tim, 2010, *Prosperité sans croissance : la transition vers une économie durable*, Paris, De Boeck-Etopia.

JONAS Hans, 1990, *Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Éditions du Cerf.

LATOUCHE Serge, 2010, *Le pari de la décroissance*, Paris, Librairie Arthème Fayard.

LATOUCHE Serge, 2007, *Entre mondialisation et décroissance. L'autre Afrique*, Paris, À plus d'un titre éditions.

LATOUCHE Serge, 2004, *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Éditions Mille et une nuits.

MEADOWS Denis, 2007, « Les limites de la croissance, pour quand », in *Signons la paix avec la Terre. Quel avenir pour la planète et pour l'espèce humaine ?* Paris, Édition UNESCO, p. 27-34.

SCHEPPER-VALIQUETTE Bertrand, 2014, *Le concept de décroissance économique chez Serge Latouche : une résistance au capitalisme*, Mémoire de maîtrise en Science politique, Montréal, Université du Québec.

SEN Amartya, 2012, *L'idée de justice*, traduction de Paul Chemba, Paris, Flammarion.

TOLBA Mostafa, 2007, « Dématérialisation et développement durable » in *Signons la paix avec la Terre. Quel avenir pour la planète et pour l'espèce humaine ?* Paris, Édition UNESCO, p. 43-50.

VOYNET Dominique, 2007, « Quelles limites et quel développement » in *Signons la paix avec la Terre. Quel avenir pour la planète et pour l'espèce humaine ?* Paris, Édition UNESCO, p. 35-41.